

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Parlons Europe en montrant l'exemple

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 21 mai 2014

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons un article de Frédéric Lutaud, membre du Bureau national du Parti socialiste pour la motion 4 paru dans la revue Démocratie&Socialisme de mai 2014.



Quand le Parti socialiste choisit comme slogan pour sa campagne Européenne « *Imposons une nouvelle croissance !* », on est en droit de s'interroger sur la pertinence d'un tel message. Où sont passés nos communicants ? Serait-ce cette croissance que Sarkozy se proposait d'aller chercher « *avec les dents* » ? Ou bien cet indicateur de richesse condamné par le rapport Stiglitz, considérant que « *ceux qui s'efforcent de guider nos économies et nos sociétés sont dans la même situation que celle de pilotes qui chercheraient à maintenir le cap sans avoir de boussole fiable* ». Quelle pertinence y a-t'il à placer notre campagne européenne sous le signe de la croissance en pleine crise écologique ? Une « nouvelle » croissance du PIB, dite « durable », épargnera-t-elle l'épuisement des ressources naturelles ? Cette illusion est dénoncée par toutes les études scientifiques. Finalement, nous avons moins besoin de communicants que d'une direction du Parti socialiste avec une vision claire et ambitieuse du projet Européen. Quand Christophe Borgel, directeur de la campagne, déclare au Bureau national du Parti socialiste qu'il ne faut pas « *un message trop compliqué pour les français* », nous désespérons du peu de considération qu'il porte à ses concitoyens. Et le choix d'une « nouvelle croissance » est à l'image de son manque de vision. Comment mobiliser les français avec un slogan usé jusqu'à la corde, qui plus est, en complète contradiction avec les enjeux de notre époque ? Pourquoi courir après une « nouvelle croissance » quand la solution se trouve dans une meilleure répartition de la richesse produite et dans l'exploitation sobre et responsable des matières premières ? Notre slogan de campagne devrait plutôt porter, haut et fort, un modèle de développement européen qui prend ses distances avec la croissance.



Cela s'avère d'autant plus navrant que le projet défendu par notre candidat allemand Martin Schulz ne manque pas d'ambition. Le Parti socialiste français dispose largement de quoi s'inspirer. Certes on ne parle pas d'une convergence Européenne pour la diminution du temps de travail comme le demande la Confédération Européenne des Syndicats. Ni d'un impôt fédéral sur les dividendes des sociétés qui pourrait financer le budget Européen. Ni encore de la proposition de passer à un système entièrement parlementaire qui permettrait aux députés européens de débattre vraiment et de trancher sans qu'un pays ne risque d'être mis en minorité. Mais la feuille de route reste progressiste et offensive : refuser l'austérité avec révision du pacte de stabilité pour favoriser les investissements publics ; stop au dumping social avec harmonisation des droits sociaux et création d'une inspection du travail européenne ; instauration d'un salaire minimum pour garantir à tous une vie décente et mettre fin au scandale des travailleurs pauvres ; les banques doivent payer pour les banques, pas les contribuables ; taxation des transactions financières et abolition du secret bancaire avec sanctions lourdes infligées aux contrevenants à la lutte contre l'évasion fiscale. Nous trouvons même un traité social européen qui garantira à tous les droits du travail, le niveau de protection sociale, le droit syndical et le principe de la clause la plus favorable aux salariés.

À lire nos argumentaires de campagne, les français devraient voter en masse pour les candidats socialistes le 25 mai. Alors pourquoi les sondages sont-ils en France si calamiteux ? Peut-être parce que le gouvernement fait pour la France exactement l'inverse de ce que nous nous proposons de faire pour l'Europe ?

Nous refusons l'austérité en Europe quand le gouvernement impose 50 milliards de coupe budgétaire. Nous voulons stopper le dumping intra-européen mais le gouvernement baisse le coût du travail obligeant nos partenaires économiques à s'aligner. Nous demandons la création d'une inspection du travail européenne mais la loi Sapin organise la casse de l'inspection du travail français. Nous souhaitons un traité européen qui garantira, à tous, le meilleur niveau de protection sociale mais le gouvernement allonge la durée des cotisations retraite quand l'Allemagne la réduit. Quant à la loi sur les transactions financières, le gouvernement français n'a cessé de réduire à tout prix l'ambition de la TTF européenne, illustrant ainsi sa soumission aux intérêts des grandes banques françaises. Aussi, ne suffit-il pas de parler Europe, mais de montrer l'exemple.

Tant que nous n'accorderons pas nos paroles et nos actes, le Premier ministre Manuel Valls n'aura qu'une chose à « assumer », une nouvelle débâcle de notre parti aux Européennes. Avec en prime des militants et un peuple de gauche cultivant un profond ressentiment pour sa politique. Nous sommes de plus en plus à penser au Parti socialiste que le gouvernement ne remplit pas ses engagements du Bourget et il est regrettable que la campagne Européenne puisse en faire les frais.